



En Palestine, une rentrée des classes sous le signe de l'apartheid

Pour des milliers d'élèves et étudiant·es, la semaine du 21 août marquait la rentrée des classes en Palestine. Malheureusement cette année encore, les jeunes palestinien·nes la vivent sous le signe de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid.

En effet, à Hébron, un groupe d'enfants a été enfermés par des soldats israélien·nes à l'intérieur du check-point à l'entrée de la vieille ville et des écolier·es se sont vu confisquer leurs cartables par les forces d'occupation. Le lendemain l'autorité académique a été obligé de suspendre et de fermer les classes en raison des nombreux raids de l'armée israélienne dans la région. Ces agressions s'ajoutent aux pressions et aux violences dont sont victimes les enfants et adolescent·es palestinien·nes de la part des colons notamment lors de leurs trajets vers leurs lieux d'études.

À cette oppression du quotidien s'ajoute la politique de privation des droits à l'éducation des enfants palestinien·nes menée par Israël.

Au cours de la dernière année scolaire, ce sont trois écoles qui ont été détruites par les bulldozers de l'armée en Cisjordanie occupée. L'UNICEF recense actuellement cinquante-huit écoles sous la menace d'une démolition. C'est le cas notamment le cas de l'école Khirbet Um Qussa à Masafer Yatta où un large mouvement de soutien se déploie de la part des mouvements palestiniens et internationaux. Masafer Yatta devient un symbole de l'épuration ethnique israélienne car ses 1 300 habitant·es sont menacé·es d'expulsion dans l'unique but de transformer la zone et leur village en zone de tir pour l'armée.

La FERC CGT s'associe à la mobilisation pour sauver l'école KhirbetUm Qussa et exige que le droit à l'éducation des enfants palestinien·nes soit respecté sans aucune condition.

La FERC CGT encourage ses syndicats, ses militant·es, ainsi que toutes et tous les personnels des secteurs de l'éducation, de la recherche et de la culture à soutenir et à relayer la campagne en écrivant au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi qu'au Consulat général de France à Jérusalem afin que la France fasse pression sur les autorités israéliennes pour qu'elles annulent l'ordre de démolition de l'école d'Um Qussa mais aussi sur les réseaux sociaux, en utilisant les hashtags : #DefendUmQussaSchool #DefendOurSchools #DefendEducationRights #StopDemolitions #DefendMasaferYatta

Montreuil, le 31 août 2023